



Leonard Cohen Un 13^e opus pour ses 80 ans *Cahier Culture*



Sous l'emprise du calendrier républicain *Cahier Livres*



Bibliothèques scolaires Des libraires inquiets *Page A 5*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 213

LE DEVOIR, LES SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 2014

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$

CINÉMA

Mommy, choix du Canada pour les Oscar

ODILE TREMBLAY

Le jour même où le très attendu *Mommy* de Xavier Dolan est lancé sur 64 écrans à travers le Québec, le voici choix du Canada pour la course à l'Oscar du meilleur film en langue étrangère. « *Quelle synchronicité géniale!* », s'exclame le jeune cinéaste.

Cette œuvre pulsion suit l'infantile trio d'un jeune garçon aux comportements impossibles (Antoine Olivier Pilon), de sa mère à la fois fondeuse et dépassée (Anne Dorval) et d'une tendre voisine (Suzanne Clément) qui se prend dans leur toile.

La sélection des cinq candidats en lice pour l'Oscar du meilleur film en langue étrangère sera dévoilée par L'Academy of Motion Pictures le 15 janvier prochain, après un premier écrémage de neuf préélus. Quant à la grande soirée des paillettes et statuettes, elle se déploiera *urbi et orbi* le 22 février prochain au Dolby Theatre d'Hollywood. Xavier Dolan rêve d'en être, s'y voit déjà!

« *Les Oscar participent à mon éducation et font partie de mon background au cinéma*, déclare-t-il. *Je regarde ce show-là depuis que je suis tout petit. En plus, c'est une institution qui possède un lien historique avec le Québec.* »

Rappelons en effet que Denis Arcand avait remporté la statuette en 2004 pour *Les invasions barbares*, qu'*Incendies* de Denis Villeneuve fut sélectionné en 2010, *Monsieur Lazhar* de Philippe Falardeau en 2011 et *Rebelle* de Kim Nguyen en 2012. Quant au film américain de Jean-Marc Vallée, *Dallas Buyers Club*, il était en lice en 2013 pour six statuettes et en récolta trois. Tapis rouge, nous voici!

« *On arrive du Festival de Québec, explique Xavier Dolan, où le film a reçu un accueil formidable. Un ami d'ami a éclaté en sanglots devant*

VOIR PAGE A 10 : OSCAR



STEFAN ROUSSEAU ASSOCIATED PRESS

Lendemain de veille en Écosse

Les indépendantistes écossais avaient la gueule de bois, vendredi, au lendemain de la victoire convaincante du Non avec 55,3% des voix. Le premier ministre Alex Salmond, qui a dirigé avec brio la campagne du Oui, a pris tout le monde par surprise en annonçant sa démission. Son homologue britannique David Cameron, que tout le monde croyait mort politiquement, s'est engagé à accorder de nouveaux pouvoirs à l'Écosse. Un autre marathon commence.

MARCO FORTIER

à Édimbourg

Un lourd silence régnait dans le café de John et David Cameron-Clark, dans la vieille ville d'Édimbourg, vendredi après-midi. Un silence de mort. Ils avaient les yeux rougis, le teint gris, les traits tirés. Ils plaçaient les chaises sur les tables. « *Il va falloir que tu prennes ton café pour emporter, l'ami québécois. On ferme.* »

Vous fermez là, tout de suite, en plein milieu d'après-midi? Oui...

Deux jours plus tôt, c'était la fête ici. On vous a parlé d'eux dans *Le Devoir*: les restaurateurs prenaient un malin plaisir à débattre avec les touristes qui venaient les sermonner parce qu'ils appuient le Oui. L'œil brillant, le verbe allumé, ils s'emportaient en vantant les mérites de l'indépendance écossaise.

La fête est finie. Le lendemain de veille fait mal. C'est le temps d'aller dormir, après avoir passé une nuit blanche à suivre les résultats du référendum. Le Non est sorti fort: 55,3% des voix. Un coup de massue pour les indépendantistes.

Un coup de massue pour les indépendantistes, mais pour la fameuse « majorité silencieuse », c'était un jour de soulagement. Les Écossais ont obtenu exactement ce qu'ils voulaient: un Oui juste assez fort pour ébranler les colonnes du temple à Londres, mais sans la séparation.

VOIR PAGE A 10 : ÉCOSSE

Lire aussi Qui perd gagne. Un éditorial de Bernard Descôteaux. *Page B 4*

Lire aussi La douche écossaise. Une chronique de Michel David. *Page B 3*

AUJOURD'HUI



Actualités Véronique Hivon renonce à la course à la chefferie du Parti québécois. *Page A 3*

Actualités Journalisme de guerre. Il y a 100 ans, un 1^{er} reportage signé Albert Londres. *Page A 9*

Économie Dépenses. Le ministre Leïtao maintient le cap. *Page C 1*



Avis légaux..... C 9
Carrières..... C 4
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 6
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 4

Dossier Les lendemains d'un référendum

Rien n'a changé, mais tout a changé *Page A 6*

Alex Salmond tire sa révérence *Page A 7*

Couillard refuse de prendre l'initiative des discussions constitutionnelles *Page A 7*

Les indépendantistes catalans gardent le cap *Page A 8*

« La technologie s'est retournée contre nous »

Entretien avec Jérémie Zimmermann, militant européen des droits et libertés à l'ère du numérique

FABIEN DEGLISE

Imaginez un peu le portrait: une femme de ménage, très gentille et très attentionnée, viendrait chez vous régulièrement, quand elle le souhaite, pour prendre soin de votre environnement de vie. Gratuitement. En échange, elle passerait l'intimité des lieux à la loupe, notant ici le contenu des tiroirs de sous-vêtements, là, celui des bibliothèques, du frigo... pour partager ensuite ses observations avec les voisins, avec vos amis, mais également ses amis à elle. Elle pourrait même, discrètement, soustraire de vos étagères les bouquins ou albums de musique qu'elle n'aime pas, qu'elle juge déplacés, subversifs, malsains, et

puis, tiens, installer au passage dans la cuisine une cafetière dont elle serait la seule, et l'unique, à vendre les capsules de café qui vont avec elle.

Loufoque? « *Cette situation devrait paraître comme complètement inacceptable* », lance à l'autre du fil Jérémie Zimmermann, militant européen des droits et libertés à l'ère du numérique. L'homme, un intime de Julian Assange, avec qui il a publié en 2012 une série d'entretiens sur les thèmes de prédilection du créateur de WikiLeaks, est de passage à Montréal, le 23 septembre prochain, pour participer à une table ronde sur la vie privée et la gouvernance du

VOIR PAGE A 10 : TECHNOLOGIE



SHARE CONFERENCE/CC

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC

SUR MESURE
SOLAIRES, TRANSLUCIDES, OPAQUES

SANS FRAIS : 1 855 770-8677

Claude Bouchard

50% DE RABAIS OU INSTALLATION GRATUITE

ESTIMATION GRATUITE

MONTRÉAL 514-231-8677
QUÉBEC 418-654-8677
TROIS-RIV. 819-696-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

TOILE À ROULEAUX • PANNÉAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES DE VOILAGE • STORES VERTICAUX • STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES ROMAINS

Drummondville, Sainte-Hyacinthe, Saint-Hilaire, Beloeil, Deschambault, Berthierville, Joliette, Repentigny, Boisbriand, St-Sauveur, Sainte-Agathe, St-Bruno, Chambly, Candiac, Magog



transat
Découvertes

BROCHURE 2014-2015

MAINTENANT DISPONIBLE

DANS VOTRE AGENCE

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 780\$**

Circuits Asie

<p>Vietnam des minorités</p> <p>à partir de 3699\$* 7, 28 janv.; 4, 18 fév.; 4, 18 mars; 1^{er}, 15 avril; 13 mai; 8 juill.; 5 août; 23 sept.; 21 oct.; 11, 25 nov. 2015</p> <p>21 jours / 42 repas par pers. Taxes de 5615 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>	<p>Thaïlande: Princesse du Siam</p> <p>à partir de 3139\$* 2, 23 nov.; 7, 21 déc.; 4, 18, 25 janv.; 8, 15, 22 fév.; 8, 15, 22 mars; 19 avril; 10 mai; 7 juin; 12 juill. 2015</p> <p>18 jours / 32 repas par pers. Taxes de 5405 incluse</p>	<p>Magie de l'Inde du Nord</p> <p>à partir de 3679\$* 1^{er}, 15 nov.; 6, 20, 27 déc.; 3, 10, 17, 24, 31 janv.; 7, 11, 21, 28 fév.; 7, 11, 21, 28 mars 2015</p> <p>17 jours / 41 repas par pers. Taxes de 6155 incluse</p>	<p>Laos - Cambodge</p> <p>à partir de 4599\$* 4, 18, 25 janv.; 8, 22 fév.; 1^{er} mars; 12 avril; 3 mai; 12 juill.; 4, 18 oct.; 1^{er}, 15, 29 nov. 2015</p> <p>16 jours / 39 repas par pers. Taxes de 5445 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>
---	---	--	---

Circuits Afrique

<p>Safari Kenya-Tanzanie</p> <p>à partir de 4649\$* 24 nov. 2014; 12, 26 janv.; 16 fév.; 16 mars; 6 avril; 27 juill.; 10 août; 7, 21 sept.; 5, 19 oct.; 9 nov. 2015</p> <p>14 jours / 29 repas par pers. Taxes de 6255 incluse</p>	<p>Afrique du sud : Sanibona Africa</p> <p>à partir de 3599\$* 12, 19 janv.; 9, 16, 23 fév.; 9, 16, 23 mars; 10 mai; 18 juin; 16 juill.; 15 août; 13 sept.; 3, 10 août 2015</p> <p>15 jours / 31 repas par pers. Taxes de 6345 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>	<p>Namibie : Moro Namibia</p> <p>à partir de 4099\$* 12 janv.; 9 fév.; 9 mars; 13 avril; 11 mai; 8 juin; 13 juill.; 3 août; 14 sept.; 12 oct. 2015</p> <p>13 jours / 25 repas par pers. Taxes de 3855 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>	<p>Parfums du Maroc en 4X4</p> <p>à partir de 1989\$* 8 nov.; 6 déc. 2014; 10 janv.; 7, 21 fév.; 7, 28 mars; 11, 25 avril; 9 mai; 6 juin; 12 sept. 2015</p> <p>9 jours / 14 repas par pers. Taxes de 4555 incluse</p>
--	--	---	---

Circuits Amérique latine

<p>Trésors du Chili</p> <p>à partir de 4649\$* 1^{er}, 15 nov.; 6, 13 déc. 2014; 10, 17 janv.; 7, 21 fév.; 7, 28 mars; 11, 25 avril; 23 mai; 13 juin 2015</p> <p>12 jours / 27 repas par pers. Taxes de 6505 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>	<p>Équateur : Entre nature et culture</p> <p>à partir de 2359\$* 9 nov. 2014; 8 janv.; 12 fév.; 12 mars; 10 mai; 18 juin; 16 juill.; 13 août; 13 sept.; 22 oct. 2015</p> <p>11 jours / 25 repas par pers. Taxes de 3635 incluse</p>	<p>Sur les traces des Incas</p> <p>à partir de 3539\$* 14 nov. 2014; 19 janv.; 25 fév.; 2, 23 mars; 6, 13 avril; 4, 18 mai; 29 juin; 27 juill.; 3, 24, 31 août 2015</p> <p>13 jours / 29 repas par pers. Taxes de 5695 incluse</p>	<p>Incontournable Brésil</p> <p>à partir de 3499\$* 17 nov.; 1^{er} déc. 2014; 19 janv.; 2 fév.; 23 mars.; 6 avril; 11 mai; 15 juin; 13 juill.; 10 août 2015</p> <p>10 jours / 14 repas par pers. Taxes de 5885 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>
--	---	--	---

Circuits Europe

<p>Marchés de Noël à Prague</p> <p>à partir de 1779\$* 2 et 9 décembre 2014</p> <p>8 jours / 8 repas par pers. Taxes de 6155 incluse</p>	<p>Marchés de Noël en Alsace</p> <p>à partir de 2999\$* 2 décembre 2014</p> <p>9 jours / 9 repas par pers. Taxes de 6005 incluse</p> <p>NOUVEAU</p>	<p>Trésors de Croatie</p> <p>à partir de 3699\$* 14, 29 mai; 12 juin; 17 juill.; 3, 11, 17, 25 sept.; 1^{er} oct. 2015</p> <p>14 jours / 24 repas par pers. Taxes de 6725 incluse</p>	<p>Panoramas d'Europe centrale</p> <p>à partir de 3299\$* 8, 22 mai; 12 juin; 4, 18 sept.; 2 oct. 2015</p> <p>15 jours / 24 repas par pers. Taxes de 6415 incluse</p>
--	--	---	---

Pour plus d'information, contactez votre agence de voyages ou composez le 1.877.905.5550

*Départs de Montréal. Prix par personne en occupation double basé sur les départs suivants : Vietnam de minorités-28 janv. / Thaïlande: Princesse du Siam-19 avril / Magie de l'Inde du Nord-4 avril / Laos et Cambodge-18 janv. / Safari Kenya-Tanzanie-6 avril / Sanibona Africa-20 avril / Moro Namibia-12 janv. / Parfums du Maroc en 4X4-8 nov. / Trésors du Chili-6 déc. / Équateur : Entre nature et culture-12 avril / Sur les traces des Incas-14 nov. / Incontournable Brésil-13 juillet / Marchés de Noël à Prague-2 déc. / Marchés de Noël en Alsace-2 déc. / Trésors de Croatie-14 mai / Panoramas d'Europe centrale-22 mai, incluant les vols, les transferts, le circuit et ses composants, les taxes et frais aéroportuaires toutes promotions calculées. **Rabais de 780\$ (Promotion réservez-tôt 20 décembre + Promotion Paiement comptant + Promotion Client fidèle) en occupation double applicable sur une réservation effectuée entre les 20 septembre et 20 décembre 2014 sur un des circuits Transat Découvertes de la saison 2015. Un rabais de 640\$ (Promotion réservez-tôt + Promotion Paiement comptant + Promotion Client fidèle) en occupation double s'applique pour Marchés de Noël à Prague et Marchés de Noël en Alsace. Non-échangable, non-monnayable et non-transférable. Non-cumulable, sauf exception de la Promotion Référence-client. Non applicable sur les réservations Trafalgar. Prix en vigueur au moment de l'impression (10 sept. 2014) et valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées du 20 au 22 septembre 2014, sous réserve de disponibilité. Certaines conditions s'appliquent. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure Transat Découvertes 2014-2015. Transat Découvertes est une division de Transat Tours Canada inc. et est titulaire d'un permis du Québec (n° 829372). Pour de plus amples détails, consultez votre agence de voyage. Des frais de service en agence peuvent s'appliquer.
Prix excluant le 2,00\$/1000\$ de services touristiques achetés qui représente la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ACTUALITÉS

Véronique Hivon a décidé de ne pas briguer la direction du PQ

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

Après une «longue» et «sérieuse» réflexion, Véronique Hivon a fait le choix de ne pas briguer la direction du Parti québécois, malgré un large appui à l'intérieur et à l'extérieur des rangs péquistes.

«À ce moment-ci de ma vie, ma volonté de recherche d'équilibre familial n'est tout simplement pas compatible avec l'engagement sans limites que requiert un poste de chef de parti, de première ministre et de première responsable du projet de pays du Québec», explique la mère d'une petite fille, dans une lettre transmise au *Devoir* vendredi.

La députée de Joliette entend participer «avec cœur et énergie» à la «renaissance» du PQ, et ce, comme «militante active». Des «militants progressistes» consultés par *Le Devoir* se sont dits déçus de la décision «surprise» de M^{me} Hivon, d'autant plus qu'elle tombe quelques jours à peine après celle du député de Jonquière, Sylvain Gaudreault.

«Une démarche claire»

L'ex-ministre déléguée aux Services sociaux s'attellera à la tâche d'ériger le PQ en défenseur acharné de l'équité entre les personnes, les générations et les collectivités québécoises. Le PQ doit montrer un «parti pris indéfectible» notamment pour l'égalité des chances, la lutte contre l'exclusion, l'éducation ainsi que l'économie verte, soutient-elle.

D'ici au prochain scrutin, M^{me} Hivon prônera aussi «une démarche claire, transparente, prévisible, fouillée et argumentée» vers l'indépendance du Québec. L'auteur de la loi sur



Dans une lettre transmise au *Devoir*, Véronique Hivon (à droite) renonce à succéder à Pauline Marois à la tête du Parti québécois.

les soins en fin de vie ne propose ni question ni date en vue du prochain référendum sur l'indépendance du Québec. Au contraire, elle appelle ses confrères et ses coélecteurs à ne pas «tomber dans le piège de faire du libellé de la question ou de la date du référendum les enjeux prioritaires du débat», comme l'ont fait Bernard Drainville et Jean-François Lisée, deux candidats présentés à la succession de Pauline Marois.

L'indépendance constitue une fin, mais également un «puissant moyen» de «façonner le visage» d'un Québec apte à «assumer pleinement sa différence», défendra-t-elle sur toutes les tribunes. «Si un Québec indépendant souhaitait devenir une réplique du Ca-

nada de Stephen Harper, cela serait, en théorie, son droit le plus strict. Pour plusieurs, toutefois, dont je suis, le projet de pays ne trouve sa pleine valeur que s'il permet [par exemple] d'apporter des réponses progressistes et originales», affirme-t-elle dans la lettre coiffée du titre «Reconstruire les ponts».

À ses yeux, les candidats péquistes à la prochaine élection générale, prévue en 2018, doivent être en mesure de répondre sans hésitation à une «question centrale»: «Pourquoi l'indépendance? Qu'est-ce que ça va changer vraiment?» «Depuis trop longtemps, nous avons parlé et agi en dissociant les enjeux de société de la question nationale, comme si on les retrouvait sur des voies

parallèles, déplore M^{me} Hivon. Nous avons devant nous une occasion formidable de démontrer que notre obsession n'est pas le référendum.»

La femme politique de 44 ans invite les militants du PQ à mettre de l'avant un projet de pays «basé sur le dialogue», tout particulièrement avec les jeunes et les nouveaux arrivants, mais aussi avec les autres acteurs du mouvement souverainiste, y compris les formations politiques Québec solidaire et Option nationale.

Le Devoir

D Lire aussi La lettre intégrale de Véronique Hivon, sur LeDevoir.com

Comment augmenter le nombre d'indépendantistes, selon Lisée

Avant la démarche souverainiste, prendre le pouvoir

ROBERT DUTRISAC
Correspondant parlementaire à Québec

L'option souverainiste au Québec bat de l'aile, mais Jean-François Lisée croit que le mouvement indépendantiste est animé par une nouvelle génération de militants. Le Parti québécois doit rallier ces jeunes avant d'envisager de proposer quelque démarche que ce soit pour accéder à l'indépendance.

«Si l'élection avait lieu demain, je ne voudrais pas conduire le Parti québécois à une défaite et donner les clés du pouvoir aux libéraux», livre Jean-François Lisée dans une entrevue au *Devoir*. Proposer une démarche «à l'Option nationale», c'est un aller simple vers l'opposition.»

Candidat possible à la chefferie du PQ, mais non encore déclaré comme tous les autres prétendants, Jean-François Lisée propose une série d'actions concrètes afin d'augmenter le nombre d'indépendantistes d'ici 2017, soit un an avant les prochaines élections. Le PQ devra alors se brancher: se limiter à offrir à l'électorat un bon gouvernement — «un excellent gouvernement», dit-il — ou encore proposer une démarche d'accession à la souveraineté. «La meilleure façon de faire l'indépendance, c'est de prendre le pouvoir, et la moins bonne façon de la faire, c'est d'être dans l'opposition», résume-t-il, une position que nombre de ses collègues députés partagent.

«Champ de ruines», a dit Jacques Parizeau. Son ancien conseiller s'inscrit en faux. «Le PQ, compte tenu de l'ampleur de sa défaite, est remarquablement en forme. Pas dans l'opinion publique, pas dans les sondages. Il est plus en forme qu'en 1988 [quand Jacques Parizeau l'a repris en main]», avance le député de Rosemont. L'équipe parlementaire est forte, les candidats défaits n'ont pas déserté, et les jeunes commencent à rappliquer, avance-t-il.

N'empêche que le PQ en est à l'étape de «reconstruction de sa base militante», reconnaît-il. C'est pourquoi «la question du calendrier [référendaire]

n'intéresse à peu près personne», selon lui.

Les baby-boomers redeviendront souverainistes si le train indépendantiste se remet en branle. Mais ce sont les jeunes qu'il faut avant tout convaincre, insiste-t-il. «Chaque année, il y a 80 000 adultes de plus au Québec, qui ont 18 ans et qui n'ont jamais entendu parler de souveraineté sauf deux heures dans un cours d'histoire.»

Cela comprend «les jeunes de la diversité», dit-il. René Lévesque avait Gérard Godin pour s'adresser aux communautés culturelles. «Ca nous prend 1000 Gérard Godin.» Il suggère d'instaurer des quotas pour assurer la présence des minorités visibles dans les instances du parti.

Jean-François Lisée propose même de créer un groupe d'anglophones pour l'indépendance. Il en a vu, assure-t-il. «Les Bold Anglos For Independence», les a-t-il désignés.

Le problème, c'est que les souverainistes, y compris ceux de la nouvelle génération, ne se parlent qu'entre eux, croit Jean-François Lisée. Il a imaginé des activités d'animation: ouvrir des «cafés-bistrot de l'indépendance» un peu partout au Québec, faire du «porte-à-porte indépendantiste» et des assemblées de cuisine, lancer une «souveraine tournée» d'artistes indépendantistes l'été, une idée énoncée par Paul Piché il y a 20 ans, aller en minibus à la rencontre des aînés non souverainistes pour leur expliquer qu'ils ne perdront pas leur pension.

Jean-François Lisée souhaite que les souverainistes accroissent leur présence sur le Web et fassent des publicités à la radio. Il projette de créer une «communauté virtuelle» qu'il appelle Unité permanente d'idéation indépendantiste créatrice (UPIIC).

Le PQ doit-il absolument se doter d'un chef charismatique pour relancer le projet souverainiste? «On ne le sait vraiment jamais d'avance si le chef va être charismatique», fait valoir le probable candidat.

Le Devoir

D Lire aussi La lettre intégrale de Jean-François Lisée, sur LeDevoir.com

RASSEMBLEMENT CITOYEN

Le mouvement indépendantiste en est à «construire une démarche structurée» vers le pays

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

L'abri de toute «partisanerie» politique, quelques centaines de personnes de tous horizons donneront ce week-end un «nouveau départ» au mouvement indépendantiste.

Ils se mettront à la tâche de «répondre aux questions simples du «pourquoi?» et du «comment?» [le pays du Québec], indique la porte-parole du rassemblement citoyen pour l'indépendance «destiNation: nouvelles idées, nouveau départ», Martine Desjardins.

«C'est une activité non partisane», répète-t-elle à l'autre bout du fil. Le Conseil de la souveraineté et le Nouveau mouvement pour le Québec veulent pallier le «peu de place» faite aux militants dans les «structures» des partis politiques en permettant aux indépendantistes — convaincus et sceptiques, pressés et pas pressés — d'avoir «voix au chapitre», dit-elle dans un échange téléphonique avec *Le Devoir*.

Plus de cinq mois après la lourde défaite électorale du Parti québécois, le mouvement indépendantiste québécois en est déjà à «construire une démarche structurée et claire» en vue de l'indépendance du Québec. «On en est là.»

Il s'agit d'un exercice nécessaire «surtout pour une génération comme la mienne, qui n'était pas en âge de voter en 1995», explique l'ancienne présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Les participants feront part d'un certain nombre de «propositions» au Conseil de la souveraineté du Québec. «On n'est pas juste là pour discuter. On est dans l'action», affirme-t-elle dans un pied de nez aux récents sondages d'opinion.

L'ancienne candidate du PQ

a toutefois un mot d'ordre aux participants attendus ce week-end au Théâtre de l'Olympia: «sortir du «calendrier»». Le temps n'est pas venu de trancher sur la date du prochain référendum, insiste-t-elle. «En Écosse, ils n'avaient pas de date, mais ils avaient un plan de 420 pages. La date a été poussée par la mobilisation citoyenne», fait-elle remarquer.

L'ancien premier ministre Jacques Parizeau s'affaira tout de même à répondre à la question: «Quand est-ce qu'on fait un référendum?» «Bien, on fait un référendum quand on est prêts d'abord, quand on est préparés à cela, et que l'on se juge prêts à le faire et quand les circonstances s'y prêtent, ça va de soi, déclare-t-il dans une allocation de 30 minutes préenregistrée en vue

d'une diffusion au rassemblement. Tant qu'on ne se prépare pas, le débat sur la date est absolument sans intérêt», ajoute-t-il.

La relance du mouvement souverainiste passe par un projet suscitant «l'harmonie», poursuit M. Parizeau. «Notre chance, nous, n'est pas dans la division.»

Le Devoir



LE LEADERSHIP au cœur de nos programmes

À Villa Maria, nous croyons fermement que chaque personne devrait avoir la chance de s'affirmer et de s'épanouir.

Voilà ce qui rend notre milieu d'éducation si exceptionnel. Villa Maria incite les filles à la réussite scolaire, développe leur estime de soi et les prépare à réaliser leurs rêves.

Intriguées? Venez découvrir nos nouveaux programmes conçus pour favoriser l'apprentissage et le développement personnel des filles... car Villa Maria, c'est l'expérience au féminin.

PORTES OUVERTES – SECTEUR FRANÇAIS

Samedi 20 septembre, de 11 h à 16 h
Mardi 23 septembre, de 16 h à 19 h

PORTES OUVERTES – SECTEUR ANGLAIS

Samedi 27 septembre, de 11 h à 16 h
Mardi 30 septembre, de 16 h à 19 h

VILLA MARIA

Filles d'ici. Femmes du monde.



ALLEZ VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES DISENT DE LEUR ÉCOLE
www.villamaria.qc.ca

4245, boul. Décarie, Montréal • 514 484-4950

ACTUALITÉS

AÉRODROME

Rien n'est réglé à Neuville

ISABELLE PORTER
à Québec

Jusqu'à quel point les aéroports peuvent-ils se soustraire aux lois municipales et provinciales? La question continue de diviser à Neuville et sera débattue à nouveau mardi en Cour municipale.

L'entreprise qui gère l'aérodrome (Neuville Aéro) est accusée de ne pas avoir respecté le zonage en faisant un remblai sur son territoire, en 2012. Le promoteur ne s'expose qu'à une amende de quelques centaines de dollars, mais, pour la municipalité, ce n'est pas tant le montant qui compte que le jugement. En effet, d'autres avis d'infraction ont été déposés dans le même dossier et pourraient aboutir en cour eux aussi: enseigne, bâtiment, travaux de renaturalisation, etc.

Neuville Aéro martèle depuis deux ans qu'elle n'est assujettie qu'aux lois fédérales, en vertu d'un jugement de la Cour suprême prononcé en 2010. «Une municipalité n'a aucunement le pouvoir de réglementer de quelque façon que ce soit la mise en place d'un aérodrome, écrit-elle dans un communiqué le 3 septembre. Pas plus d'ailleurs que les activités aéronautiques qui s'y déroulent, ces installations et activités étant de juridiction exclusivement fédérale.»

La municipalité a un tout autre avis. «Nous, on pense qu'il y a encore certaines lois et certains règlements municipaux qui s'appliquent», plaide Dominic Garneau, conseiller municipal.

Pour le groupe de citoyens qui milite contre l'aérodrome, la rencontre en Cour municipale soulève des questions cruciales. «Une décision du tribunal qui lui donnerait raison consacrerait l'existence au Canada de no man's lands juridiques», plaide lundi le Comité neuvilleois pour la défense du bien commun, dans un communiqué.

Au Québec, des opposants neuvilleois ont déjà été déboutés en Cour d'appel dans leur tentative de bloquer le projet d'aérodrome. Mais de récents événements à l'extérieur du Québec les ont encouragés.

En décembre, une circulaire de Transports Canada semblait leur donner raison, puis, l'été dernier, la Cour d'appel de l'Ontario a rendu un jugement dans le même esprit que cette directive. Transports Canada a par contre révisé par la suite que sa circulaire allait être revue cet automne. Déjà, les opposants craignent de se retrouver dans «un vide juridique». Du côté de Neuville Aéro, on a préféré ne pas commenter, vendredi.

Le Devoir

Photos de voyage et pornographie dans l'ordinateur d'Yves Themens

Un enquêteur de la Ville de Montréal explique ce qui a conduit au congédiement de l'ex-ingénieur

JEANNE CORRIVEAU

C'est en fouillant dans l'ordinateur de travail d'Yves Themens que le Bureau du contrôleur général a découvert des preuves qui ont mené au congédiement de l'ex-ingénieur de la Ville de Montréal. L'enquêteur y a notamment trouvé des photos montrant l'ancien fonctionnaire en voyage en compagnie d'entrepreneurs de même que des images pornographiques.

Themens, qui conteste son congédiement, survenu en février 2013, devant la Commission des relations du travail (CRT), n'a pas réussi à convaincre le commissaire de la nécessité d'un huis clos. La première audience devant la CRT vendredi s'est donc déroulée en public. La Ville y a fait témoigner Marc Gauthier, enquêteur au Bureau du contrôleur général, qui a décrit les éléments découverts

au cours de son enquête amorcée en juin 2012.

Pour mener son enquête, Marc Gauthier a accédé aux données de l'ordinateur de travail de M. Themens, de même qu'à celles de son téléphone cellulaire. Il a analysé ses communications et trouvé des documents, dont des photos de voyages et d'activités de golf où l'on voit l'ingénieur en compagnie des anciens fonctionnaires Luc Leclerc et Gilles Surprenant, ainsi que de Lino Zambito, ex-patron de la firme Infrabec.

Mais Marc Gauthier a également découvert une centaine de fichiers de photos personnelles, dont plus de la moitié contenait des photos à caractère pornographique.

Yves Themens avait déjà admis avoir effectué un voyage à Cuba en 2005 avec l'entrepreneur Tony Conte, de Conex Construction, affirmant avoir assumé ses propres dépenses. Mais il avait omis de mentionner le voyage qu'il avait

fait en compagnie de Lino Zambito en 2007, à l'hôtel Marival au Mexique, qui appartenait à un membre de la famille de l'ancien patron d'Infrabec. L'enquêteur l'a aussi confronté à des photos le montrant à la Casa de Campo, en République dominicaine, avec Lino Zambito et son beau-frère.

Lors de son passage devant la commission Charbonneau en novembre 2012, M. Themens avait reconnu avoir accepté des cadeaux de la part d'entrepreneurs (bouteilles de vin, paniers de Noël et billets de hockey), mais il avait affirmé avoir payé pour ses frais de séjour au Marival. Il a par la suite été accusé de parjure pour avoir menti sur cet élément.

La prochaine audience devant la CRT aura lieu le 17 octobre.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Journée PARK(ing) à Montréal

Le temps d'une journée, les voitures ont cédé leur place à toutes sortes d'activités, vendredi à Montréal et dans 162 autres villes de la planète, à l'occasion du PARK(ing), concept qui rassemble artistes, entreprises et citoyens afin de transformer temporairement des cases de stationnement en lieux publics, comme ici sur la rue Ontario, dans le Centre-Sud.

Québec crée une unité de vigilance sur les hydrocarbures

Le PLQ a annoncé la mise en place d'une unité de vigilance sur les hydrocarbures, afin de mieux encadrer les relations avec les promoteurs d'infrastructures pétrolières ou gazières. L'unité s'assurera notamment du «maintien des relations avec les communautés concernées». Son premier mandat portera sur le projet d'inversion du pipeline 9 d'Enbridge entre North Westover, en Ontario, et Montréal, afin d'acheminer vers les raffineries de l'est du pays le pétrole de l'Ouest.

Le Devoir

Entente entre Montréal et ses policiers

Une entente est finalement intervenue entre la Ville de Montréal et ses policiers vendredi peu après 21 h au terme d'une journée de conciliation tenue à huis clos à la Commission des relations du travail (CRT). La Ville avait demandé l'intervention de la CRT après avoir constaté une baisse du nombre de constats d'infraction donnés par ses agents. Elle estimait qu'il s'agissait d'une action concertée de la part des syndiqués pour protester contre le projet de loi 3 sur les régimes de retraite. La CRT devra se prononcer sur cette entente.

Le Devoir

Achetons immédiatement tableaux canadiens et européens.
Antiquités haut de gamme.
Grande valeur offerte.

Borduas
Ferron
Fortin
Gagnon
Krieghoff
Lemieux
Letendre
McEwen
Pellan
Riopelle
Suzor-Côté
et autres...



Jean-Paul Lemieux - portrait de jeune fille - Huile sur toile

Évaluation verbale gratuite pour les noms ci-haut mentionnés, selon la disponibilité.

Claude Lafitte évaluateur et expert conseil

Galerie Claude Lafitte

depuis 1975 • 514.842.1270
2160 rue Crescent, Montréal, www.lafitte.com

Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

Célébrons 20 ans
Célébration du 20^e anniversaire de l'Institut d'études canadiennes de McGill (IECM)
CANADA REMIX
Un symposium public
Le mardi 23 septembre 2014 (13h30 à 16h45)
Moyses Hall, Université McGill
853, rue Sherbrooke Ouest
www.mcgill.ca/misc

- Dominique Anglade, p.d.g., Montréal Internationale ••
- Bertrand Cesvet, président et associé principal, Sid Lee ••
- John Ibbitson, journaliste, Globe and Mail ••
- Ken Lum, artiste ••
- Naheed Nenshi, maire de Calgary (via vidéo) ••
- André Pratte, éditorialiste en chef, La Presse ••
- L'Honorable Bob Rae ••
- Mary Simon, présidente du Comité national sur l'éducation des Inuits ••
- Nora Young, animatrice, Spark, CBC Radio One ••

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES • COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514 • 861 • 0630
VIEUX-MONTRÉAL

Papeterie
Casse - Noisette
Nous tenons en inventaire agendas, papiers Lalo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.
445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10h 00 à 18h 00
les samedis et dimanches de 10h 00 à 16h 30

Le G3 de la Francophonie :

L'importance des collaborations universitaires internationales



Yves Flückiger
Vice-recteur, finances, relations internationales, plan stratégique et convention d'objectifs
Université de Genève



Serge Jaumain
Vice-recteur, relations internationales
Université de Bruxelles



Guy Lefebvre
Vice-recteur aux relations internationales et à la Francophonie
Université de Montréal



Modérateur
Abderrahmane Rida
Vice-recteur à la programmation et au développement
Agence universitaire de la Francophonie

LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

Avec l'appui de :



Inscrivez-vous : www.corim.qc.ca • 514-340-9622



ACTUALITÉS

Les réorganisations en santé: l'appréhension monte d'un cran

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

La tension est à son comble dans le réseau de la santé, où les rumeurs de réorganisation, voire de révolution, donnent des maux de tête aux travailleurs et aux gestionnaires.

«Le niveau d'inquiétude, à ma connaissance, n'a jamais été aussi élevé», dit Carole Trempe, qui gravite dans le réseau depuis 1992. Même des gestionnaires qui sont là depuis 35 ans n'ont jamais vécu ça», affirme la directrice générale de l'Association des cadres supérieurs de la santé et des services sociaux.

Les gestionnaires du réseau disent ne pas être consultés. «Nous n'avons pas d'information. Ce qu'on apprend, c'est par les médias!»

Abolition des agences? Passage à une petite trentaine d'entités administratives regroupant les établissements d'un territoire, forcément, beaucoup plus large? On ignore la force et le moment de frappe exacts de la tempête à venir. Mais la réforme sera importante, a promis le ministre de la Santé Gaétan Barrette. Le projet de loi, qui sera forcément volumineux, pourrait être dévoilé début octobre, selon les informations qui circulent. Mais elles sont parcellaires.

Les gestionnaires du réseau affirment ne pas être consultés. «Nous n'avons pas d'information. C'est tuant. Ce qu'on apprend, c'est par les médias!» dit M^{me} Trempe. C'est

vraiment du «radio corridor». Les rumeurs se multiplient.»

Structures «mammouths»

La grande majorité des acteurs du réseau s'entendent pour dire que la création de mégacentres administratifs risque d'éloigner le réseau des besoins réels de la population.

«Les gens ont l'impression qu'en diminuant la structure administrative, ils vont avoir plus de services», constate Carole Dubé, présidente de l'APTS. Mais je suis loin d'être certaine que c'est ce qui va arriver!»

La CSN qualifie le plan de Gaétan Barrette de «réforme improvisée»: «On va créer des structures mammouths ingérables!», s'indigne son vice-président, Jean Lacharité.

«Mon plus grand malaise», dit Régine Laurent, présidente du syndicat infirmier FIQ, c'est ce que ça va vouloir dire en matière de proximité pour les patients». Sans compter que, plus il y aura d'hôpitaux au sein d'une même structure administrative, plus les budgets en santé publique, en prévention, en services sociaux ou en soins à domicile risquent d'en souffrir. «Comment allons-nous protéger les autres missions du système de santé?», demande M^{me} Laurent.

«Les travailleurs en ont ras le pompon de la restructurite aiguë», dit le président de la FTQ, Daniel Boyer. Prochaine étape, on va se ramasser avec un seul hôpital au Québec?», ajoute-t-il, ironique.

Le Devoir

BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES

Le cafouillage entourant l'achat de livres inquiète les libraires

LISA-MARIE GERVAIS

Y aura-t-il ou non de nouveaux livres pour garnir les rayons des bibliothèques scolaires? Devant le cafouillage du ministre de l'Éducation dans le dossier, les commissions scolaires et les écoles, soumises à de grosses compressions, font à leur tête. Pendant ce temps, des libraires, en manque de commandes, s'inquiètent.

«C'est le Far West», a dit un libraire agréé sous le couvert de l'anonymat. «D'un côté, la CSDM [Commission scolaire de Montréal] tient tête au gouvernement et dit qu'elle ne coupera pas, d'autres disent qu'ils vont acheter des livres, comme le leur demande le ministre, et d'autres écoles disent qu'il ne sera pas question de rouvrir les budgets.»

Il constate qu'il est en retard sur son chiffre d'affaires. «J'ai des surstocks de livres, ça ne se vend pas à la même vitesse que d'habitude. Ce sont des revenus en moins», s'est-il inquiété. Ce libraire de la grande région de Montréal dit subir les contrecoups de l'«improvisation» du ministre de l'Éducation, Yves Bolduc.

Sans constater les mêmes pertes, un autre libraire, cette fois de la grande région de Québec, dit s'inquiéter pour la suite des choses. «J'ai commencé à ajouter un trou à ma ceinture, a-t-il illustré. Qu'est-ce que ça va être si ces mesures-là ne sont pas respectées? Déjà qu'on entend dire que des grosses commissions scolaires de la région vont couper de beaucoup leurs budgets pour les livres.»

Le Soleil a révélé cette semaine que certaines commissions scolaires de la région de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Selon des informations obtenues par *Le Devoir*, des écoles de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles auraient reçu la consigne de couper dans les services professionnels, l'aide aux devoirs et l'achat de livres aux bibliothèques.

Québec, comme Premières-Seigneuries, avaient réduit leur budget consacré aux livres par rapport à l'an dernier. D'autres le maintiendront, mais elles couperont dans d'autres programmes et services aux élèves.

Dans la grande région métropolitaine, la situation est similaire. Selon nos informations, des écoles de la Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles auraient reçu la consigne de couper dans les services professionnels, l'aide aux devoirs et l'achat de livres aux bibliothèques. À la CSDM et à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, les budgets pour l'achat de livres seront préservés, mais une autre commission scolaire de la région métropolitaine admet qu'il est possible que certaines directions d'école ne soient pas en mesure de modifier

leurs budgets — déjà adoptés — en cours de route.

Volte-face

À la suite d'une controverse entourant l'achat de livres pour les bibliothèques scolaires, le ministre Bolduc a fait volte-face et demandé à ce que les budgets de livres soient rétablis. Dans une lettre qu'il a envoyée aux commissions scolaires et dont *Le Devoir* a obtenu copie, il écrit qu'il s'«attend» à ce que chaque commission scolaire injecte cette année le montant qu'elle doit allouer à l'achat de livres, montant que le gouvernement enrichira de sa propre contribution. Au total, la somme qui sera investie dans les bibliothèques des 72 commissions scolaires devrait être de 15 millions, rappelle le ministre. Il souligne en outre que «les modalités de reddition de

comptes» seront transmises d'ici la fin de l'année scolaire, mais son cabinet a précisé au *Devoir* que ce serait d'ici décembre 2014.

«La lettre est fameuse. Car elle veut calmer le milieu du livre, mais, en même temps, elle n'est pas coercitive. Même si le ministre dit qu'il veut se revirer de bord, il va falloir que les écoles fassent une modification aux budgets adoptés», a dit une source du milieu des bibliothèques qui souhaite rester anonyme. Elle craint que les commissions scolaires n'apprécient pas qu'on les oblige à rendre des comptes sur cette mesure d'achat de livres, d'autant que ça n'avait jamais été le cas auparavant.

Quoi qu'il en soit, les gestionnaires de l'éducation ne sont pas rassurés. «Le ministre envoie des messages contradictoires et ça nous mène à des revirements de situation qui ne sont pas profitables pour l'organisation et pour les élèves», a dit un cadre d'une commission scolaire. Est-ce qu'on achète des livres ou pas? Il y a, semble-t-il, une méconnaissance totale, par le ministre, du fonctionnement sur le terrain.»

La présidente de l'Association des directions d'établissement scolaire (AMDES), Hélène Bourdages, abonde en ce sens et plaide pour plus de souplesse. «Moi, je maintiens ma bibliothèque d'école avec la moitié du budget et c'était correct. Je n'avais pas besoin de tout le dépenser. En remplaçant quelques livres perdus et brisés, je répondais bien à nos besoins», a-t-elle souligné.

Le Devoir

À l'affiche
dès la tombée
du jour

JARDINS DE LUMIÈRE

Jardin botanique
5 septembre au 2 novembre

Billets en ligne: espacepurlavie.caespace
pour la
vie montréal

biodôme

insectarium

jardin botanique

planétarium rio tinto alcan

LES LENDEMAINS



Des militants indépendantistes au George Square de Glasgow, vendredi, après l'annonce de la défaite du référendum écossais.

PHOTOS ANDY BUCHANAN AGENCE FRANCE-PRESSE

« La campagne référendaire s'est transformée en un mouvement grassroots. Il y a eu une mobilisation populaire de la base vers les dirigeants. Le Oui a mené une campagne à la fois structurée, organisée et décentralisée vers les citoyens et les médias sociaux. C'est inspirant. »

Martine Ouellet, députée péquiste

« Nous avons énormément de travail à faire pour atteindre le niveau de préparation et de précision des Écossais. Il va falloir redoubler d'ardeur. »

Alexandre Cloutier, député péquiste

« Je suis émue par cette défaite qui me rappelle 1995 à bien des égards. Mais je retiens que près de la moitié des Écossais envoient un message très fort à toutes les nations du monde: un peuple qui a confiance en lui, qui est ouvert au monde et qui a de l'audace, est capable de tout. Il faut accepter d'y mettre temps et patience. »

Françoise David, députée de Québec solidaire

« Ceux qui incluent dans la définition de démocratie un élément d'information équilibrée auront vu [en Écosse], comme au Québec, une disproportion effarante des grands titres en faveur du Non. Les tactiques de peur auront eu une place immense dans cette campagne. À en croire plusieurs journaux britanniques, c'est l'indépendance écossaise que décrivait l'Apocalypse. »

Jean-Martin Aussant, ancien chef d'Option nationale

Propos recueillis par Marco Fortier et Jean-François Nadeau

Lire aussi : Un texte de Jean-François Nadeau sur LeDevoir.com.

Rien n'a changé, mais tout a changé

Ainsi, le Royaume restera Uni. Avec la défaite des indépendantistes écossais, les Anglais poussent un soupir de soulagement. Mais tout le monde a conscience que les choses ne seront plus les mêmes. C'est tout l'édifice britannique qui est ébranlé. Notre collaboratrice nous raconte le référendum écossais vu et vécu à Londres, où elle a passé la dernière semaine.

MONIQUE DURAND
à Londres

Rien. Du moins en apparence. Rien n'a semblé véritablement passionner les Londoniens pour un référendum qui se déroulait loin d'eux, dans la lande écossaise, pour ne pas dire à l'autre bout du monde, loin de Westminster, son orgueil et ses fastes, loin de la City frénétique, loin de leur hallucinante mégalopole.

La très grande majorité des femmes et des hommes interrogés, de tous âges, horizons et conditions, ont simplement exprimé leur incompréhension devant ces Écossais enfiévrés de changement et engagés de manière sans précédent à remuer le bon vieux ordre des choses. « Mais pourquoi diable partiraient-ils, ces Écossais ? », résume assez bien le sentiment qui habitait les Londoniens. « Les Écossais, tôt ou tard, vont le regretter », disaient les uns. « C'est juste triste », disaient les autres.

Aucune espèce de référence ou de signe, dans la cité londonienne, que quelque chose d'important se jouait au nord de la rivière Tweed. Excepté une courte manifestation à Trafalgar Square lundi, qui a réuni deux petits milliers de personnes agitant Union Jack et affiches *Let's stay together*.

Keith Walters, un médecin de Norwich, dans l'est de l'Angleterre, avait fait deux heures de train pour venir dire sa profonde répulsion du « tribalisme » et applaudir aux mots lancés de la tribune: « Pourquoi refaire des frontières? Nous appartenons tous à la même humanité! » Stephen Barker, un original qui vit sur une péniche, tenait lui aussi à être à Trafalgar Square ce soir-là. « C'est tout simplement stupide de se séparer, disait-il avec une moue de dégoût. Cette notion d'identité nationale est complètement dépassée. »

Arrogance de la part de ces deux hommes appartenant à une grande nation, sans complexe et sans doute? « Non, seulement une indifférence bénigne des Anglais à l'endroit des Écossais, sans plus », répond Ian Jack, auteur d'un article intitulé *Being British*, publié ces jours derniers dans *The Guardian*. « L'ignorance des Anglais quant aux Écossais, poursuit-il, a toujours été beaucoup plus grande que l'ignorance des Écossais quant aux Anglais. »

Le jour même du référendum, rien non plus. Même si l'Écosse était sur toutes les lèvres, dans les pubs, les restaurants, les cafés, cela s'entendait. Rien, sauf une chanson de Johnny Cash,

Wings of Fire, dédiée à ses amis écossais par un jeune guitariste, Henri Facey, sur le parvis de la National Gallery. « Ça fait des décennies qu'ils en parlent. Alors je leur dis: mais faites-la, votre indépendance! Vous pourrez passer à autre chose après! » Il s'avère que ses amis écossais ne l'ont pas faite, l'indépendance.

Le soir du scrutin, Suzy, l'enseignante, était en réunion; Charlie, l'agent d'immeuble, était chez lui, tranquille; Wayne, l'électricien, était au pub The Constitution, rue Churton. Tous les trois travaillent dans Pimlico, un quartier du centre de Londres. Le soir du référendum, ils étaient partout sauf devant leur télé à attendre les résultats.

« Je n'en avais rien à cirer, fait Wayne, ce vote n'allait rien changer à ma vie. Si les Écossais avaient voté pour l'indépendance, je leur aurais simplement dit bonne chance! » « N'empêche, dit Charlie, ça aurait été humiliant et honteux de perdre l'Écosse. » Charlie s'est réveillé au petit matin, il a pris connaissance de l'issue du scrutin sur son téléphone, il a dit « It's good! » et s'est endormi.

En réalité, c'est la classe politique anglaise, « la bande de Westminster », comme disent les Écossais, qui s'est le plus enflammée pour ce référendum et qui a eu une vraie frousse

En réalité, c'est la classe politique anglaise, « la bande de Westminster », comme disent les Écossais, qui s'est le plus enflammée pour ce référendum et qui a eu une vraie frousse

En réalité, c'est la classe politique anglaise, « la bande de Westminster », comme disent les Écossais, qui s'est le plus enflammée pour ce référendum et qui a eu une vraie frousse



CARL COURT AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre David Cameron a annoncé l'amorce d'une vaste conversation constitutionnelle entre les quatre composantes du Royaume-Uni.

Dès 7 h du matin vendredi, au lendemain du référendum, le premier ministre David Cameron a annoncé l'amorce immédiate d'une vaste conversation constitutionnelle entre les quatre composantes du Royaume-Uni: l'Écosse, le pays de Galles, l'Irlande du Nord et l'Angleterre. « C'est une révolution constitutionnelle qui commence », répètent les analystes.

Ce sera périlleux, difficile, il s'agira de contenir l'Écosse qui veut plus de pouvoirs pour agir sur sa destinée, mais aussi de contenir les trois autres membres du quartet. Les optimistes disent que, sur la lancée de ce référendum, on arrivera à une solution, peut-être de type fédéral. Les pessimistes croient que le Royaume-Uni entreprend une danse constitutionnelle impossible. « Mais retourner dormir sous la couette n'est plus une option », écrit *The Guardian*.

Au pub The Constitution qui, aujourd'hui, porte si bien son nom, on s'est déjà rebranché sur le soccer. En fait, on ne s'en était pas vraiment débranché. Wayne, l'électricien, est là, devant un long verre doré coiffé d'une petite mousse blanche. La vie continue. Mais elle ne s'était pas vraiment arrêtée.

Collaboratrice
Le Devoir

« L'ignorance des Anglais face aux Écossais a toujours été beaucoup plus grande que l'ignorance des Écossais face aux Anglais »

Elan Jack, auteur d'un article intitulé *Being British*, publié récemment dans *The Guardian*

D'UN RÉFÉRENDUM



ANDY BUCHANAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Des supporters pro-union célèbrent la victoire du Non lors de la cérémonie Better Together, vendredi à Glasgow.

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982

Couillard refuse de prendre l'initiative de discussions

MARCO BÉLAIR-CIRINO
Correspondant parlementaire à Québec

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, met en sourdine tout projet de ratification de la Loi constitutionnelle de 1982, faute d'« appuis » dans le Rest of Canada (ROC).

Il refuse de prendre l'initiative de discussions constitutionnelles — vouées à ce moment-ci à un échec assuré — même s'il juge « souhaitable » de « corriger un jour » cette « situation pas banale ». Le Québec doit « entreprendre cette démarche au bon moment » et avec l'appui d'« alliés », sinon il en sortira une nouvelle fois « affaibli », a déclaré M. Couillard lors d'une conférence de presse tenue vendredi.

Il réagissait à la victoire du camp du Non en Écosse, qui a soldé une campagne référendaire suivie « de près » par les Québécois. « On y a trouvé les échos de notre passé récent », a-t-il mentionné.

Les Écossais ont choisi de « conjurer leur identité nationale très forte avec l'appartenance à un plus grand ensemble. Chez nous, on le sait, ce choix s'est exprimé à trois reprises, lors de deux référendums et aussi de la récente élection générale, qui était [...] fortement imprégnée de l'enjeu référendaire. »

Le Non des Écossais renforcera vraisemblablement l'Écosse par une nouvelle « dévolution » de pouvoirs de la part de Westminster, observe-t-il.

En revanche, le Non des Québécois aux réfé-

rendums de 1980 et 1995 et au « demi-référendum » d'avril 2014 a « affaibli » le Québec, souligne-t-il à gros traits. Les « échecs répétés » des indépendantistes québécois « n'ont pas [eu] pour effet d'augmenter le rapport de force du Québec, au contraire », observe M. Couillard. En 1982, Ottawa avait rapatrié la loi fondamentale du Canada sans l'accord du Québec. En 2000, il avait adopté la Loi sur la clarté. Néanmoins, le Québec jouit de « prérogatives » qui font l'envie de « la plupart des États nationaux », a fait valoir le premier ministre.

A moins de trois ans du 150^e anniversaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB), M. Couillard a une nouvelle fois chanté les louanges du fédéralisme canadien. Il y voit « une réponse moderne et adaptée aux besoins qu'ont les peuples de bâtir sur les fondations de leur identité distincte une citoyenneté basée sur le partage économique, social, culturel et politique ».

Le Québec n'est ni « affecté », « opprimé », « affaibli » ou « mal en point » dans la fédération canadienne, a-t-il argué. « Déjà, les Québécois font un gain énorme parce qu'ils appartiennent au Canada. Ça, il faut le répéter. »

Dans une simple perspective « comptable », le gouvernement fédéral « dépense » 16 milliards de dollars de plus au Québec qu'il n'en « récolte », a-t-il fait remarquer.

« Le Québec dispose de l'intérieur du Canada d'une bien plus grande liberté d'action, de com-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard

pétences plus étendues et donc d'une plus grande capacité à faire ses propres choix, a affirmé le chef du gouvernement libéral. Si les Écossais avaient ce que nous avons, les Québécois dans le Canada, ils seraient probablement très heureux. »

L'état des relations fédérales-provinciales est, à l'heure actuelle, « correct », a-t-il précisé. « [Cependant], la construction d'un pays n'est jamais terminée. » Le chef du PLQ ne craint pas de voir le mouvement indépendantiste québécois galvanisé par la volonté de 45% des Écossais de tourner le dos au Royaume-Uni. « Clairement, les Québécoises et les Québécois ont d'autres priorités, a affirmé M. Couillard, pointant la relance de l'économie. Une idée ne meurt pas. C'est sa capacité de générer un ralliement politique qui [pose] question. »

Le Devoir

Salmond tire sa révérence

PHILIPPE ORFALI

Après la déception, la surprise : le premier ministre de l'Écosse Alex Salmond a annoncé sa démission, vendredi, une douzaine d'heures après la proclamation des résultats référendaires.

Même si les 44,7% obtenus par le Oui constituaient en soi une impressionnante mobilisation en faveur de l'indépendance, et malgré les concessions du gouvernement de Londres en vue de conférer des pouvoirs accrus aux quatre nations constitutives du Royaume-Uni, Alex Salmond a annoncé de manière inattendue qu'il quitterait la tête de son parti en novembre. « Mon temps comme leader est presque terminé. Mais pour l'Écosse, la campagne continue et le rêve ne mourra jamais », a déclaré le champion du Oui, ému.

M. Salmond avait été élu premier ministre de l'Écosse en 2007, en promettant d'organiser un référendum sur l'indépendance. Il avait alors prédit une victoire du Oui d'ici dix ans, un scénario qui paraissait saugrenu à l'époque. Le chef du Parti natio-

nal écossais a indiqué qu'il resterait en poste en attendant l'élection d'un nouveau leader et qu'il continuerait par la suite à siéger comme simple député.

« Ce fut le privilège de ma vie de servir l'Écosse comme premier ministre, a-t-il dit. Mais comme je l'ai souvent déclaré pendant la campagne référendaire, ce n'est pas à propos de moi ou du parti. »

Sa déception tranchait avec le soulagement du premier ministre britannique David Cameron, qui n'aurait pu, lui, survivre à une victoire des indépendantistes.

M. Cameron est apparu aux environs de 7 h devant les caméras, affirmant que le résultat du scrutin règle la question de l'indépendance « pour une génération », soulignant la nécessité d'une réconciliation entre les deux camps.

Il s'est engagé à respecter ses promesses de prérogatives supplémentaires faites aux Écossais, et s'est même engagé à les étendre aux Anglais, aux Gallois et aux Nord-Irlandais, suscitant la grogne de certains, qui voient d'un mauvais œil cet « affaiblissement » du gouvernement central.



AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre écossais Alex Salmond en conférence de presse, alors qu'il annonçait sa démission vendredi à Édimbourg.

Évitant d'aborder le résultat référendaire, la reine n'en a pas moins invité ses sujets « à se rassembler à nouveau dans un esprit de respect et de soutien mutuels », dans un communiqué diffusé depuis Balmoral, sa résidence en Écosse.

À Ottawa, la décision a été saluée par les principaux partis. Le chef bloquiste, Mario Beaulieu, a pour sa part déclaré que les militants du camp du Oui pouvaient

sortir la tête haute de la campagne. « Ce que ça démontre, c'est que la bataille pour l'autodétermination des peuples est très présente à travers le monde », a déclaré le leader en entrevue avec La Presse canadienne.

Le Devoir

Lire aussi · Malgré le Non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap. Page A 8

« L'Écosse a mis en place son propre processus et l'a suivi de manière pacifique et responsable. Les leçons que nous avons au Canada sont celles basées sur la décision de la Cour suprême du Canada. Les contextes sont différents. »

Justin Trudeau, chef du Parti libéral du Canada, à propos de la règle du 50 % +1

« Je n'ai pas été surpris. [...] Je m'attendais à ce que jouent les arguments de peur, ce qui est arrivé. Pour citer John Maynard Keynes, la difficulté n'est pas de comprendre les nouvelles idées, c'est d'être capable de se débarrasser des anciennes. »

Gilles Duceppe, ex-chef du Bloc québécois

« Il n'y a jamais eu de sécession dans une démocratie bien établie ayant connu au moins 10 ans consécutifs de suffrage universel. Et cette affirmation est toujours vraie après le référendum écossais. Il semble difficile de convaincre des populations en démocratie de rompre leurs liens bâtis dans la liberté. »

Stéphane Dion, député libéral et père de la Loi sur la clarté référendaire

« Sous Trudeau, c'est moi qui étais responsable du référendum pour le Non, et ensuite, j'ai été premier ministre pour le deuxième référendum.

L'évolution du vote dans la dernière semaine a été la même dans les trois occasions. C'est que l'émotion étant du côté du Oui, ça fait toujours les plus belles nouvelles. Le Non, c'est pas le cœur, c'est la raison, alors c'est moins excitant. Mais dans les derniers jours, quand les gens voient que c'est sérieux et qu'ils pensent aux conséquences, ben là, ils votent Non. »

L'ex-premier ministre du Canada Jean Chrétien, à Radio-Canada

« On a vu que les gens préféreraient éviter un bouleversement, mais aussi, il y a une promesse de Londres pour du changement substantiel. Alors, je pense que tout le monde sort gagnant. Les gens, en Écosse, qui voulaient du changement, vont l'obtenir. Et les gens qui craignaient le bouleversement l'ont évité. »

Thomas Mulcair, chef du NPД

« Les sentiments des militants du Oui sont sûrement mitigés. Mais ils peuvent sortir la tête haute de cette campagne menée dans le plus grand respect de la démocratie. Ils ne doivent surtout pas baisser les bras et demeurer vigilants face aux promesses faites à la dernière minute par le gouvernement de Westminster. »

Mario Beaulieu, chef du Bloc québécois

Propos recueillis par Hélène Buzzetti et Marie Vastel

RÉFÉRENDUM

Malgré le Non écossais, les indépendantistes catalans gardent le cap

Le Parlement régional a approuvé une loi autorisant une consultation populaire à caractère non contraignant

Les indépendantistes catalans, au lendemain du Non de l'Écosse, se disaient vendredi déterminés à poursuivre leur chemin vers un référendum le 9 novembre, malgré l'opposition du gouvernement espagnol, «très heureux» du vote écossais.

DANIEL BOSQUE
à Barcelone

Alors que l'Europe avait les yeux rivés sur l'Écosse, la Catalogne, aux premières loges, lançait une nouvelle étape vers le vote que les indépendantistes veulent organiser sur le maintien ou non au sein de l'Espagne: contournant l'opposition de Madrid, le Parlement régional a approuvé une loi autorisant une «consultation populaire» à caractère non contraignant.

«Le processus catalan se sent renforcé, parce que nous voyons comment un pays de l'Union européenne a pu trouver un accord pour permettre ce vote, a lancé le président catalan, Artur Mas. Ce que nous avons vu en Écosse et au Royaume-Uni, c'est le bon chemin.»

La réponse du gouvernement espagnol, s'appuyant sur la Constitution pour refuser à l'une de ses régions le droit de décider seule de son avenir, est maintenant attendue par le biais d'un recours devant le Tribunal constitutionnel.

«Nous sommes très heureux que l'Écosse reste avec nous», a réagi vendredi le chef du gouvernement conservateur espagnol, Mariano Rajoy, se félicitant que les électeurs «aient fait le choix entre la ségrégation et l'intégration».

Dans le bourg catalan d'Arrens de Munt, tous se souve-

naient de ce vote symbolique, organisé en 2009, pour l'indépendance de la région. «Il y a cinq ans, on nous disait que nous ne pouvions pas voter. Finalement, nous l'avons fait et c'a été formidable», raconte Maria Angels Gros, 39 ans, présidente du centre culturel qui avait accueilli ce scrutin. J'espère que nous pourrions vivre à nouveau cela le 9 novembre.»

À 40 kilomètres au nord de Barcelone, Arenys, ce bourg de 8000 habitants niché entre mer et montagne, avait été le premier, le 13 septembre 2009, à organiser un référendum sur l'indépendance catalane. Le Oui, massif, avait provoqué un effet domino et, en deux ans, 554 municipalités avaient organisé leur propre scrutin.

Depuis, les aspirations à l'indépendance n'ont cessé de croître en Catalogne, privée en 2010, sur décision de la justice espagnole, d'une partie de son statut d'autonomie élargie.

Dans cette région puissante du nord-est de l'Espagne, le ressentiment envers Madrid s'est nourri aussi de la crise économique, la Catalogne accusant Madrid de répartir inégalement les richesses.

Mais, face à la poussée indépendantiste, le gouvernement de Mariano Rajoy reste de marbre. À l'inverse de Lon-



JOSEP LAGO AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président du gouvernement catalan Artur Mas (à droite). Tout juste quelques heures après l'annonce des résultats du référendum écossais, le Parlement entérinait une loi autorisant une consultation populaire sur l'indépendance face à l'Espagne.

dres face à l'Écosse, il se dit déterminé à empêcher le référendum promis par Artur Mas, un conservateur allié aux indépendantistes de gauche du parti ERC.

Après avoir promis qu'il n'agirait que dans la légalité, Artur Mas pourrait se retrouver dans une impasse si le Tribunal constitutionnel tranchait

dans le sens du gouvernement central. «Si le camp du Oui avait gagné, les conséquences de ce vote au niveau européen auraient été plus évidentes, a-t-il reconnu. Nous n'aurons pas ce précédent avec l'Écosse, peut-être que le premier exemple sera la Catalogne.»

Agence France-Presse

ACTUALITÉS

Protection de l'eau potable

Des scientifiques jugent que le nouveau règlement laisse le champ libre aux industries gazière et pétrolière

ISABELLE PARÉ

Le nouveau Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) «n'est qu'un écran de fumée» qui échoue à protéger réellement les nappes d'eau souterraines et les puits de surface des collectivités locales, estime un collectif de scientifiques.

Plus d'un mois après l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement sur la protection de l'eau potable, adopté en réponse aux craintes de municipalités envers les activités de forage des entreprises pétrolières et gazières, un regroupement de scientifiques a émis vendredi de sérieux doutes sur la capacité de ce nouveau cadre juridique à éviter la contamination des eaux potables.

Conclusions alarmantes

Appuyée par Greenpeace, le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec et les maires de Ristigouche et de Saint-Bonaventure, l'analyse de ce collectif arrive à des conclusions alarmantes pour les municipalités préoccupées par le risque que posent les activités de forage sur leurs territoires.

Des études menées en Pennsylvanie ont détecté la contamination de puits d'eau potable à deux kilomètres des puits de forage, soutient ce groupe.

Or le règlement se contente de hausser de 300 à 500 mètres les distances séparatrices des puits. «Les puits qui seront creusés au Québec seront des puits horizontaux qui utilisent la fracturation et qui iront jusqu'à un kilomètre. On a maintenant des preuves scientifiques que la contamination des eaux de surface peut survenir quand il y a des forages à moins de deux kilomètres des puits de forage», soutient Richard Lan-

gelier, juriste et sociologue. Plus encore, ces scientifiques jugent que la profondeur de forage imposée aux entreprises gazières et pétrolières pour protéger les nappes phréatiques est dérisoire et semble avoir été fixée sur mesure pour ne pas barrer la route aux forages déjà prévus à Gaspé et à Anticosti.

«Il n'y a pas de normes internationales, mais l'industrie fore habituellement à 1000 mètres. Si on fixe la barre à 600 mètres, c'est clairement pour laisser la porte ouverte aux activités projetées à Gaspé et à Anticosti. Car la norme des 1000 mètres n'aurait permis d'explorer que de 10 à 15% du territoire d'Anticosti», relance M. Langelier.

Ce «simulacre» de règlement protecteur ne protège plus non plus les eaux servant à des fins agricoles, ajoute le collectif. Un recul pour les collectivités rurales dont l'agriculture est la base économique.

Resserrement des limites

Si l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a salué l'adoption de ce règlement en juillet dernier, environ 25 maires et conseillers municipaux, dont ceux de Gaspé et de Ristigouche, se rencontreront aujourd'hui dans la région des Bois-Francis pour demander à Québec un resserrement des limites imposées aux sociétés gazières et pétrolières.

Plus de 70 municipalités avaient adopté des règlements pour restreindre les activités de forage sur leurs territoires, dont celles de Ristigouche et de Gaspé, contestés par les sociétés gazières. Depuis l'entrée en vigueur du RPEP, ces règlements sont devenus obsolètes.

Le Devoir

FINALE INTERNATIONALE



MA THÈSE EN 180 SECONDES

Présenté par
Hydro Québec

4 ans de recherches et seulement 3 minutes pour en parler devant le grand public : 12 doctorants belges, canadiens, français et marocains relèveront le défi!

25 SEPTEMBRE 2014
18 h 30



GRATUIT
Inscription obligatoire
coeurdessciences.uqam.ca

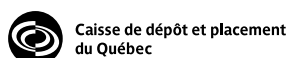
acfas.ca

POUR SES ACTIVITÉS, L'ACFAS BÉNÉFICIE DU SOUTIEN DE :

Partenaire Prestige

Grand partenaire diffusion et contenu

Partenaire gouvernemental



#mt180

CLAUDE COULOMBE J'AI VU MOURIR KENNEDY



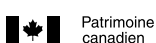
392 pages, 26,95 \$

Un thriller surprenant de véricité écrit par un des auteurs de *Nous étions invincibles*.

Véritable page turner qui, grâce à une structure impeccable, fait voyager le lecteur dans le temps sans jamais lui faire oublier l'essentiel de l'histoire.

«Une fois entré dans le roman, on y reste jusqu'à la fin.»
Didier Fessou, ex-journaliste, LE SOLEIL

TOUT SIMPLEMENT INCONTOURNABLE



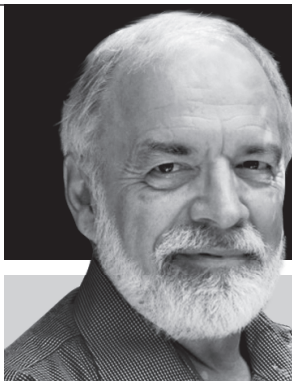
LES ÉDITIONS JCL
www.jcl.qc.ca



radio vm
AU CŒUR DE L'ESSENTIEL

Suivez-nous sur facebook | 1 855 212-2020 (sans frais)

radiovm.com



Maisonneuve
à la une
avec Pierre Maisonneuve

Judi à 11 h
Rediffusion le samedi 11 h



La grande
équation
avec Normand Mousseau

Judi à 13 h 30
Rediffusion le samedi 15 h

91,3 FM
MONTRÉAL

100,3 FM
SHERBROOKE

89,9 FM
TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM
VICTORIAVILLE

104,1 FM
RIMOUSKI

1350 AM
OTTAWA-GATINEAU

ACTUALITÉS

JOURNALISME DE GUERRE



AGENCE FRANCE-PRESSE

Portrait non daté du journaliste Albert Londres

De la censure à la « sensure »

STÉPHANE BAILLARGEON

Le Français Albert Londres a tout juste 30 ans quand éclate la guerre. Il a déjà publié quatre recueils de poésie et fait jouer une pièce de théâtre. Il travaille au prestigieux quotidien parisien *Le Matin*, où il couvre le Parlement. La mobilisation ne le concerne pas, puisqu'il a été réformé en 1906 pour des raisons médicales.

En septembre 1914, après la première bataille de la Marne (du 5 au 12 septembre), son journal le dépêche avec un photographe pour couvrir une nouvelle offensive allemande. Les journalistes profitent de la désorganisation pour s'approcher de Reims, lieu du sacre des rois de France depuis un millénaire.

« Ce jour-là, Albert Londres devient véritablement un journaliste », écrit Pierre Assouline dans sa biographie du grand reporter. Il passe la nuit à regarder ce spectacle dantesque, de toute son âme. Un obus tombe sur la toiture. Londres note l'heure exacte tandis que Moreau prend un cliché. L'aube est pour bientôt. Il est urgent de rentrer. Un reportage qui n'est pas transmis à temps n'existe pas. »

Le texte sur la cathédrale Notre-Dame, écrit dans le train du retour, paraît le lendemain, à la une. « C'était la moins abîmée de France », écrit le poète reporter. Rien que pour elle, on se serait fait catholique. »

Le reste, dans ce style lyrique et enlevé, non dénué de patriotisme, décrit le bombardement, les ajustements de l'artillerie et puis l'irréparable.

« Nous n'avons plus compté les coups. Ils tombaient sans relâche. Nous avons quitté le porche et sommes allés dans la rue, en face à cent mètres. Nous regardions la cathédrale. Dix minutes après, nous vîmes tomber la première pierre. C'était le 19 septembre 1914, à 7h25 du matin. »

Rôle et contrôle

C'était donc il y a tout juste 100 ans. Albert Londres, comme les autres reporters, ne pourra plus exercer aussi librement son métier pendant la Grande Guerre. Les armées vont vite mettre en place un système cadenassé de contrôle de l'information, des journaux comme des lettres privées.

« La Première Guerre mondiale représente le début d'un système organisé de contrôle de l'information », explique Aimé-Jules Bizimana, professeur à l'Université du Québec en Outaouais. Ses recherches portent sur les enjeux de la communication en temps de guerre. Il vient de publier *Le dispositif embedding. Surveillance et intégration des journalistes en Irak* (PUQ).

« Il y a des précédents de censure, pendant la guerre de Sécession, par exemple. Mais là on met en place un système assez bien huilé qui va préparer un contrôle encore plus impressionnant, développé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les armées tentent donc d'écarteler les correspondants du front, alors qu'auparavant ceux-ci étaient invités à suivre les batailles. Elles organisent des visites bien planifiées. Elles veulent contrôler l'information qui circule sur la conduite de la guerre. »

Tout au long du siècle, les militaires vont raffiner les moyens de baliser le travail des médias en se rendant à l'évidence que les populations réclament des informations et qu'il faut donc faire une place à la presse pour leur en donner. Le professeur explique que les armées « ouvrent les vannes » pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Alliés accréditant environ 1500 journalistes entre 1939 et 1945.

« Les responsables militaires comprennent et affirment textuellement que la presse est le meilleur rempart contre la propagande ennemie, dit-il. Il y a donc une volonté d'utiliser la presse pour faire mousser l'effort de guerre. Et ça a beaucoup fonctionné. Tellement que, à la fin de la guerre, des reporters vont reconnaître ne pas avoir été assez critiques envers le système de censure obligatoire : les informations étaient obligatoirement examinées par les militaires avant leur diffusion. Ce système perdure pendant la guerre de Corée. »

Le système de contrôle flanche pendant la guerre du Vietnam. Les soldats donnent des consignes de sécurité sans imposer de censure. Depuis, les armées ne cessent de ramener le contrôle par des moyens de plus en plus subtils.

La pratique de l'*embedding*, généralisée depuis la guerre du Golfe (1990-1991), intègre les reporters aux unités qui les prennent en charge. « La censure n'est plus acceptable dans une démocratie, mais, dans une crise, il faut bien contrôler l'information, tout le monde s'entend là-dessus », commente M. Bizimana.

Les armées savent aussi décortiquer les reportages pour agir plus finement sur les reporters. L'analyse de contenu permet par exemple de comprendre les positions idéologiques ou les intérêts d'un journaliste pour ensuite le réorienter subtilement. « Finalement, c'est peut-être pire que la censure », dit Aimé-Jules Bizimana. Pour décrire cette situation, j'ai utilisé le terme de « sensure », forgé par l'écrivain Bernard Noël. Dans son livre intitulé *L'outrage aux mots*, il explique que les sources politiques — mais on peut ajouter les militaires — peuvent produire un détournement de sens par des techniques de relations publiques. »

Le Devoir

D Lire aussi : L'entrevue intégrale avec le professeur Bizimana, sur LeDevoir.com

Lésion étrangère

« Albert Londres disait que le métier de journaliste n'est pas fait pour les enfants de chœur, je suis plutôt d'accord », soulève Marie-Ève Bédard

La reporter multimédia Marie-Ève Bédard est correspondante au Moyen-Orient pour Radio-Canada/CBC et chef de bureau à Beyrouth, où *Le Devoir* l'a rejointe.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BAILLARGEON

Ce week-end marque le centième anniversaire du premier reportage d'Albert Londres pendant la Première Guerre mondiale. Vous étiez finaliste au prix Albert-Londres l'an dernier. Vous avez déjà confié avoir choisi le métier de journaliste en lisant les livres de ce grand reporter. Que représente ce lointain modèle pour vous et votre profession encore aujourd'hui ?

En fait, j'ai découvert son œuvre alors que j'étudiais au programme d'Art et technologies des médias au Cégep de Jonquière. Déjà, je voulais devenir journaliste, mais ses reportages ont certainement cristallisé mon désir de devenir reporter à l'étranger. J'ai été fascinée par ses incursions dans des milieux opaques, méconnus, interdits. Mais il allait plus loin que la simple curiosité. S'il levait le voile sur ces univers — la guerre, bien sûr, mais aussi les milieux carcéraux, les asiles de fous, même le sport —, c'était dans le but de faire œuvre utile. Ses reportages avaient une dimension très humaine, engagée, presque enragée dans le ton. Son journalisme était certes plus partisan que ce que l'éthique du métier, à juste titre, commande. Mais je pense qu'une sainte horreur de l'injustice et une personnalité frondeuse, qualités qu'il possédait, sont importantes pour être un bon journaliste. Albert Londres disait que le métier de journaliste n'est pas fait pour les enfants de chœur, je suis plutôt d'accord.

Les textes de guerre d'Albert Londres sont admirables, certes, lyriques et enlevés, mais ils sont aussi traversés par une part de patriotisme. Quelles valeurs peuvent ou doivent guider les grands reportages aujourd'hui ?

L'objectivité des médias est malmenée de toutes parts aujourd'hui, en partie par la faute même de nombreux grands médias, qui tombent de plus en plus dans l'opinion et le commentaire pour se démarquer de la concurrence, mais je crois à son importance. Je crois aussi que l'intégrité, l'honnêteté, la rigueur et le respect doivent constamment guider notre travail. Quand je parle du respect, je parle à la fois du respect de notre auditoire, de son intelligence, et du respect des sociétés sur lesquelles on pose notre regard. Ça ne signifie pas qu'il faille excuser des abus, des injustices ou des pratiques répréhensibles. Mais ça veut dire qu'il faut se donner la peine d'écouter et de comprendre. Sur ce dernier point, le grand reportage est un outil formidable qui permet d'explorer la réalité au-delà des grands titres et de mettre un visage humain sur des situations souvent complexes.

La censure directe a été remplacée par la prise en charge (embedding) des reporters par les armées. Comment négociez-vous avec cette contrainte ?

Je crois que c'est une pratique qui comporte à la fois des avantages et des inconvénients. S'il est vrai que ça permet aux organisations hôtes de contrôler en partie le message, ça ne nous empêche pas de conserver un sens critique. La proximité avec les troupes permet une meilleure compréhension de leur réalité. C'est un élément pertinent. Je pense entre autres à l'Afghanistan et au travail remarquable de mes collègues Jean-François Bélanger, Bruno Bonamigo et Sylvain Castonguay, qui ont été impliqués dans l'explosion d'un engin dissimulé le long d'une route, alors qu'ils accompagnaient les militaires canadiens. Sylvain Castonguay a pu capter des images très crues de la réalité de la guerre et des dangers encourus par les soldats. Ce genre de reportage nourrit nos débats de société quand le gouvernement prend la décision d'impliquer le Canada dans une opération militaire. Mais la guerre, c'est beaucoup plus que des opérations militaires. Ce sont aussi des populations civiles affectées, des tractations politiques et des jeux d'influence, etc. Il faut aussi couvrir ces différents angles pour véritablement faire notre travail.

Dans certaines zones en guerre, les journalistes sont enlevés, décapités. Comment est-ce encore possible de pratiquer votre métier dans un tel contexte ?

Avec chaque conflit, chaque collègue qui nous quitte tragiquement, on essaie de tirer des leçons, de trouver de nouvelles façons de faire. Ça veut malheureusement dire, dans certains cas, ne pas pouvoir se rendre sur le terrain. Alors, on établit des réseaux de contacts locaux, avec qui on demeure en communication à distance. Il faut trouver des gens qui puissent donner du contexte à toutes ces images, ces vidéos qui circulent, être nos yeux et nos oreilles sur le terrain. C'est loin d'être une situation idéale. Quand on prend la décision de se déplacer, on doit faire preuve de beaucoup de prudence. On fait parfois appel aux services de conseillers en sécurité. Le plus difficile, c'est de ne plus vraiment savoir à qui on peut faire entièrement confiance, qui pourrait peut-être nous trahir. La nature même du métier nous pousse à aller au devant, à la rencontre des gens. C'est beaucoup pour ces interactions, cette expérience humaine qu'on fait ce travail.

Comment entrevoiez-vous l'avenir de votre travail dans le contexte de la crise des médias ?

Je m'inquiète. Je vois des collègues de ma génération, des amis bourrés de talent qui, au lieu d'approcher du sommet de leur carrière, nous quittent un à un. À l'international, Radio-Canada s'est engagé à préserver les ressources en



ALI ABU AFASH

La reporter Marie-Ève Bédard et le caméraman Sylvain Castonguay à Gaza

« Mais la guerre, c'est beaucoup plus que des opérations militaires. Ce sont aussi des populations civiles affectées, des tractations politiques et des jeux d'influence, etc. Il faut aussi couvrir ces différents angles pour véritablement faire notre travail. »

Marie-Ève Bédard, correspondante au Moyen-Orient pour Radio-Canada/CBC

place, mais pour combien de temps encore ? On est forcé de faire des choix parfois déchirants entre une couverture ou une autre. Tout le monde se préoccupe de voir le public désertier les pages des grands quotidiens, des rendez-vous des grands bulletins d'information. C'est une préoccupation tout à fait légitime que je partage. Mais, à force de réduire l'offre d'une information de qualité, on risque de tomber à

court d'arguments pour convaincre les gens de rester, de revenir. Ce que je déplore, c'est que la plupart des réflexions qui sont proposées dans le milieu se penchent beaucoup plus sur nos contenants (traditionnels ou numériques) que sur nos contenus. Pour moi, le contenu fait autant partie, sinon plus, de la solution.

Le Devoir



Brébeuf
Un présent pour le futur



PORTES OUVERTES

Mercredi 24 septembre 2014
16 h à 21 h

EXAMEN D'ADMISSION POUR LA 1^{re} SECONDAIRE :
3 séances

- le samedi 4 octobre : 9 h et 14 h
- le dimanche 5 octobre : 9 h

Inscription obligatoire : www.brebeuf.qc.ca/examens

SECONDAIRE GARÇONS

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Brébeuf poursuit sa tradition d'offrir aux garçons un environnement et un programme secondaire qui leur sont consacrés

1^{re} À 4^e SECONDAIRE (pour garçons seulement)

5^e SECONDAIRE (pour filles et garçons)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de trois profils :

- Langue et civilisation latines
- Concentration-sports
- International

SECONDAIRE FILLES

NOUVEAU PAVILLON VIMONT AU COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

Un programme secondaire distinct pour les jeunes filles

1^{re} À 5^e SECONDAIRE (pour filles seulement)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec un choix de deux profils :

- Langue et civilisation latines
- International

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1C1

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB
www.brebeuf.qc.ca




ACTUALITÉS

TECHNOLOGIE

SUIITE DE LA PAGE 1

Net dans le cadre de la Semaine québécoise de l'informatique libre. «*Et pourtant, ajoutez-il, ce scénario, des millions d'individus l'acceptent, sans protester, avec les appareils électroniques qu'ils ont fait entrer dans leur nouvelle vie numérique.*»

Dérives liberticides

Le jeune activiste, joint à Paris par *Le Devoir* plus tôt cette semaine, a la parole facile, le sens de l'image, mais également celui de la formule-choc pour dénoncer les dérives liberticides qui semblent de plus en plus accompagner les mutations sociales et numériques du moment. «*La technologie tout entière a été retournée contre nous, contre les usagers*», dit-il en évoquant les environnements informatiques captifs imaginés par Apple avec ses iPad et iPhone, tout comme la surveillance passive des adeptes de Google ou encore le modèle économique de Facebook, fondé sur la collecte d'informations personnelles en vue de leur commercialisation.

«*Contrairement aux années 1980, les machines [de communication] sont devenues des objets fermés, soudés, dont on ne peut plus extraire la pile pour se soustraire à un réseau, qu'on ne peut plus ouvrir pour en comprendre le fonctionnement. Ce n'est plus l'usager, mais elles et leurs maîtres invisibles, dans une logique d'hypercentralisation des données, qui décident des applications que nous pouvons utiliser ou pas, des contenus que nous pouvons consulter, de ce qui nous est permis de voir.*» Et il ajoute: «*Si les individus comprenaient cette réalité et l'architecture des systèmes de communication qu'ils utilisent, ils arrêteraient purement et simplement de le faire.*»

«*Quand on voit l'utilisation de ces systèmes à des fins politiques, répressives, géostratégiques, liberticides, on comprend que c'est un chantier crucial*»

Jérémi Zimmermann

Les aveux d'un Edward Snowden, sur la surveillance institutionnalisée des citoyens en réseau, ont timidement ébranlé les masses, reconnaît Zimmermann, qui croit que des «*piques intraveineuses*» — ou encore un «*Fukushima des données personnelles*» — seraient peut-être nécessaires aujourd'hui pour enrayer un certain aveuglement collectif face aux travers induits par nos nouvelles habitudes technologiques. «*On se fait enfumer par le marketing des compagnies qui offrent ces produits et services*», dit celui qui, en 2008, avec quelques potes, a fondé La quadrature du Net, un groupe de pression porté sur la défense du citoyen dans le cyberspace, face aux contrôles, à la surveillance, à l'avisement, à l'exploitation... «*Il est légitime de considérer comme du confort le fait d'avoir une tierce personne qui fait les choix à notre place. Mais, quand on perd sa capacité de choix, on perd aussi celle de bien comprendre la réalité qui nous entoure.*»

Le jeune militant, qui dit vivre loin de ces systèmes, «*sauf pour la cartographie*» de Google, avoue-t-il candidement, a la lucidité sévère en-

vers la surveillance de masse, dont il tient pour responsable la centralisation des données numériques par les compagnies qui en font commerce, la fermeture des systèmes informatiques pour tenir la clientèle captive et l'illusion de sécurité qui est vendue par ces compagnies pour s'assurer de la confiance des usagers. «*On sait qu'un petit cadenas dans un formulaire en ligne n'est pas un gage d'intimité*, dit-il, avant d'évoquer ses pistes de solution. *On sait aussi que d'autres systèmes offrent des solutions de rechange capables d'amener l'humanité à l'opposé de cet environnement social et numérique de plus en plus toxique. Par la décentralisation des données, par les logiciels libres aux codes ouverts... Et pas seulement.*»

Les citoyens d'abord

Combattant des droits et libertés, l'activiste des temps modernes n'y va pas par quatre chemins et appelle à un changement urgent de paradigme pour «*remettre les systèmes d'information entre les mains des citoyens*» et pour se débarrasser de ces outils de socialisation qui s'avèrent plutôt des outils de contrôle social. «*Nos appareils sont sous contrôle*», dit Jérémi Zimmermann.

Le projet n'est pas une sinécure, reconnaît le jeune homme, qui voit, dans la prise en main par les citoyens de leur destin numérique, de leur souveraineté dans ces univers, un des combats les plus importants que l'humanité doit mener à l'échelle globale, pour ne pas se faire emporter par une crise qu'elle est finalement elle-même en train de nourrir. «*Quand on voit l'utilisation de ces systèmes à des fins politiques, répressives, géostratégiques, liberticides, on comprend que c'est un chantier crucial*, ajoute-t-il. *Sans doute autant que l'environnement et l'écologie.*»

Le Devoir

OSCAR

SUIITE DE LA PAGE 1

moi. Il ressentait une émotion brute.» Tout ça lui donne confiance. Lui qui rêve haut et fort pensait Oscar lors du grand buzz cannois autour de son film, et même en amont.

«*Dans sa structure narrative, dans ses «dolly» rapides qui foncent sur les personnages à la chute des scènes, dans son rythme, son montage, je l'ai littéralement construit comme un film américain*», dit-il. D'où sa foi dans son pouvoir de toucher les membres de l'Académie. «*Mommy est un film d'auteur par son portrait de l'être humain, mais il est sensible à sa relation avec le spectateur. Je l'ai fait en pensant au public et en le respectant. C'est un film populaire avec des chansons populaires qui traite d'un milieu populaire. Oui, je serais déçu s'il n'était pas sélectionné.*»

Sa productrice Nancy Grant y croit aussi: «*Ce qu'on vit avec Mommy, Xavier ne l'avait pas connu pour ses films précédents. Un rapport émotif s'est créé avec le film, donc aussi avec le cinéaste.*»

Xavier Dolan n'avait pas soumis l'an dernier son *Tom à la ferme* comme candidat potentiel au choix du Canada pour cette catégorie aux Oscars. «*Je n'y croyais pas et ne voulais pas être le premier Québécois non retenu après trois sélections en trois ans. Mais Mommy, j'y crois.*»

Bâtir des ponts

Il faut remonter à 2009, alors que son premier long métrage *J'ai tué ma mère* était bel et bien ce choix du Canada, sans sélection subséquente. Autre époque, et moins de bruit alors autour du film, moins d'appuis également pour le pousser. *Mommy* a remporté le prix du jury à Cannes en plus d'avoir participé au très sélect Festival de Telluride au Colorado, et d'avoir fait courir les foules à Toronto. Le film, fort d'un lot de bonnes critiques notamment américaines, a de gros atouts et touche les gens.

Nancy Grant voit bien que les sélections aux Oscars ne se jouent pas sur la seule valeur d'un film, mais presque à la façon d'une campagne politique. «*Notre distributeur américain Roadside Attractions, qui mise beaucoup sur le profil de ce jeune cinéaste, va engager des publicistes*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«*Les Oscar participent à mon éducation et font partie de mon background au cinéma*», a affirmé en entrevue vendredi Xavier Dolan.

là-bas, pousser les bonnes personnes. Xavier va se déplacer idéalement avec Anne Dorval.»

Mommy sortira en France et en Belgique le 8 octobre, mais la vingtaine de territoires qui l'ont acquis ne le lancera qu'en 2015, dont les États-Unis. «*Ce qui signifie que le film ne peut être sélectionné dans aucune autre catégorie que celle du meilleur film en langue étrangère*», poursuit la productrice.

Xavier Dolan souhaite que le public québécois ou autre voie *Mommy* en salle, sans attendre plutôt sa diffusion sur d'autres plateformes. «*C'est un film qui se partage collectivement. Des moments sont destinés au spectateur du film devant un grand écran et jouent sur la nature même de celui-ci. Je n'aurais pas dit ça de Tom à la ferme, mais Mommy, ou bien on le voit au cinéma, ou bien on ne le voit pas.*»

Il comprend que le cinéma québécois a une relation de confiance à rebâtir avec le public. «*On l'a peut-être abandonné avec des films trop*

sombres. Je rêve que Mommy bâtit des ponts. Ce film prétend au succès public. C'est dans son ADN.»

Nancy Grant retourne en pensée un an en arrière. «*On n'avait pas encore commencé à tourner Mommy. Ça va vite avec Xavier, mais c'est stimulant.*»

Tellement vite que le jeune cinéaste planche déjà sur son sixième long métrage *The Death and Life of John F. Donovan*, en anglais, sur les lumières du *show-business* autour d'une relation entre une star hollywoodienne et un jeune acteur britannique, en partie tourné aux États-Unis avec Jessica Chastain en diabolique rédactrice en chef d'un tabloïd. *Never a dull moment!*

Le Devoir

Lire aussi: *Mommy très chère*. Une critique du dernier film de Xavier Dolan. *Page E 9*

Des avions russes interceptés au large du Canada

Washington — Plusieurs avions militaires russes ont été interceptés cette semaine dans des zones de restriction près de l'Alaska et du Canada par des avions américains et canadiens, ont indiqué vendredi des responsables américains de la Défense.

Mais aucun des appareils russes n'a pénétré dans les espaces aériens des deux pays, a précisé un porte-parole du commandement américain de la défense aérienne chargé de l'Amérique du Nord (NORAD), Jamie Humphries.

Deux avions de chasse russes MIG 35, accompagnés par deux avions ravitailleurs et deux bombardiers de longue portée, sont entrés dans une zone de restriction améri-

caine mercredi et ont été interceptés par des avions de chasse américains F-22 près de l'Alaska, selon ces responsables. Les appareils russes ont quitté ensuite la zone sans incident, a affirmé à l'AFP un des responsables, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. C'est «*la première fois depuis longtemps*» que des avions de chasse pénètrent dans cette zone, a souligné un responsable américain.

Cette incursion mercredi a été suivie d'un deuxième incident jeudi impliquant deux bombardiers russes à longue portée, qui ont pénétré une zone de restriction canadienne. Deux avions de chasse canadiens F-18 ont intercepté les bombardiers, qui ont quitté la zone sans

incident, a précisé M. Humphries. Les zones de restriction sont situées aux confins de l'espace aérien d'un pays et servent de zones tampons, afin de laisser aux gouvernements le temps d'intervenir auprès d'avions potentiellement hostiles. Mais ces zones ne sont pas liées à des traités internationaux ni régulées par des lois internationales.

Visite ukrainienne

Ces incidents aériens ont coïncidé avec la visite aux États-Unis du président ukrainien Pedro Porochenko, dont le pays est en conflit avec des séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine. Le porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Kirby, a estimé

qu'il n'y avait pas de lien entre cette visite et les incidents aériens. «*Nous avons déjà été aux prises avec ce genre d'incident. Nous les prenons très au sérieux. Et nous procédons à des interceptions régulièrement*, a expliqué M. Kirby sur CNN. *Comme d'habitude, nous allons informer la Russie de nos intentions et nous évoquerons sûrement nos inquiétudes quant à elle le moment venu*», a-t-il ajouté.

On ne sait pas si les appareils russes se trouvaient dans ces zones en raison d'exercices annoncés par Moscou en Extrême-Orient, y compris des entraînements dans la région de Kamchatka.

Agence France-Presse

ÉCOSSE

SUIITE DE LA PAGE 1

Comme disait la campagne du Non: «*Le meilleur des deux mondes.*» Ils sont peut-être un peu québécois, les Écossais.

À deux coins de rue de là, la serveuse du Mussel and Steak Bar, Sinead, d'origine irlandaise, penchait pour l'indépendance, dans les jours précédant le référendum. Mais elle était contente que le Non l'emporte. «*Je me suis fait réveiller par un joueur de cornemuse qui s'est placé devant ma fenêtre à 3 h la nuit dernière. Je veux bien me passer de la révolution si c'est pour me permettre d'entendre moins de cornemuse!*»

Dans un sens, on peut presque dire que les deux camps ont gagné quelque chose, dans ce référendum. Le premier ministre souverainiste Alex Salmond a annoncé vendredi sa démission, mais il a quand même réussi l'exploit d'emmener la nation écossaise aux portes du «pays». L'appui de 45% à l'indépendance est du jamais vu en Écosse. Au lancement de la campagne, le Oui plafonnait à son niveau habituel de 30% à 35% — légèrement plus faible qu'au Québec.

La campagne du Oui a résumé ainsi la situation, vendredi, sur son compte Facebook: «*Merci à tous pour votre travail et votre appui depuis deux ans. Le résultat n'est pas celui qu'on aurait souhaité, mais nous avons parcouru beaucoup de chemin. Le taux de participation massif démontre que nous avons réussi à impliquer les gens. [...] Nous avons démontré que le peuple a le pouvoir entre ses mains. Ce regain d'espoir peut nous aider à viser plus haut et à exiger davantage de la politique et des politiciens, à tous les niveaux de gouvernement.*»



ÉCOSSE 2014

Pour le moment, la classe politique écossaise se croit légitimée «*d'exiger davantage*» du gouvernement central à Westminster. Le Oui à 45% envoie sans doute un message fort en faveur de la dévolution de nouveaux pouvoirs. Mais en même temps, le premier ministre britannique David Cameron se trouve lui aussi plus fort que durant la campagne référendaire.

«*David Cameron a sauvé les meubles avec son score de 55%. Symboliquement, c'est beaucoup plus important que le 51% ou 52% que les sondages lui attribuaient. On le disait mort politiquement cette semaine, mais il peut être le phénix qui renaît de ses cendres*», estime Stéphane Beaulac, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

Ce spécialiste en droit international qui a étudié à l'Université de Cambridge, en Angleterre, a passé les derniers jours à Edimbourg. Il prépare un ouvrage sur le droit à l'autodétermination des peuples avec son collègue Frédéric Bérard, qui se trouve lui aussi en Écosse.

Un gâteau convoité

Le premier ministre britannique s'est engagé vendredi à entamer des négociations visant à accorder des pouvoirs accrus au Parlement écossais, notamment en matière de taxation. Il devra également résoudre un casse-tête difficile: avant même le jour du référendum cette semaine, les premiers ministres des trois autres «nations» du Royaume-Uni (Angleterre, pays de Galles et Irlande du Nord) ont réclâmé eux aussi leur part du gâteau.

Pas évident, parce que le Royaume-Uni est un État unitaire, très centralisé, qui n'a que récemment délégué des pouvoirs aux quatre nations membres. C'est un peu comme les municipalités, créatures du gouvernement du Québec qui dépendent du bon vouloir du premier ministre du jour, explique Stéphane Beaulac.

Les négociations complexes qui s'amorcent entre Londres et les nations peuvent prendre la forme d'un vaste remue-ménage constitutionnel (le Royaume-Uni pourrait même décider de se transformer en fédération, comme le Canada) ou plus simplement d'une entente qui serait entérinée par une loi. Il est fort probable que David Cameron soit tenté de prendre cette voie rapide vers un accord avec l'Écosse, explique Stéphane Beaulac. Le chef conservateur, qui dirige une fragile coalition avec le Parti travailliste et avec les libéraux démocrates, doit affronter l'électorat britannique dans un an, à l'automne 2015.

Une entente avec l'Écosse, qui mettrait fin aux tiraillements au sein de l'union, représenterait un argument électoral de taille pour Cameron. Il pourrait mettre les trois autres membres de l'union devant le fait accompli et leur proposer un «*deal*» similaire. Il n'existe de toute façon que de très faibles pressions séparatistes à l'extérieur de l'Écosse.

Pour le moment, après une campagne éternuante de deux ans, les dirigeants politiques n'ont qu'une envie, pour un certain temps: se changer les idées, parler d'autre chose. En attendant de ressortir les cornemuses, pour les grandes occasions.

Le Devoir

Affrontements à Glasgow

La police est intervenue vendredi soir afin de stopper des affrontements entre partisans du Oui et du Non rassemblés dans un square de Glasgow. Trois personnes ont été arrêtées. On ne rapporte aucun blessé parmi la foule, estimée à 2000 personnes.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com